

produits pharmaceutiques d'emploi hasardeux qui ont été interdits,

1. *Invite* les Etats Membres à communiquer des informations sur les mesures qu'ils ont prises pour échanger des renseignements sur les produits chimiques dangereux et les produits pharmaceutiques d'emploi hasardeux qui ont été interdits sur leur territoire;

2. *Prie* la Commission des sociétés transnationales d'étudier, lors de sa septième session, les moyens et les méthodes qui, dans le cadre du système d'information sur les sociétés transnationales, permettraient d'améliorer les échanges de renseignements sur les produits chimiques dangereux et les produits pharmaceutiques d'emploi hasardeux qui ont été interdits, en vue de formuler des recommandations appropriées;

3. *Prie à nouveau* le Secrétaire général, agissant en coopération avec les organes, organisations et organismes intéressés des Nations Unies, de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-sixième session, un rapport sur l'expérience des Etats Membres et des organes, organisations et organismes intéressés des Nations Unies;

4. *Lance un appel* aux organes, organisations et organismes intéressés des Nations Unies, notamment à l'Organisation mondiale de la santé, pour qu'ils fournissent l'assistance, les connaissances spécialisées et la coopération nécessaires pour la préparation du rapport susmentionné.

96<sup>e</sup> séance plénière  
15 décembre 1980

### 35/187. Enfants réfugiés et déplacés

*L'Assemblée générale,*

*Notant avec une profonde préoccupation* la gravité croissante des problèmes des réfugiés dans diverses parties du monde,

*Soulignant* que, parmi les problèmes posés par le sort de ces populations, celui des enfants est particulièrement angoissant,

*Considérant* la situation préoccupante de millions d'enfants réfugiés et déplacés, notamment les enfants non encore recueillis,

*Considérant* que beaucoup d'entre eux ont perdu tous les membres de leur famille proche,

*Réaffirmant* le caractère éminemment humanitaire des activités du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés au bénéfice des réfugiés,

1. *Exprime sa gratitude* au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour l'action qu'il a déjà conduite en faveur des enfants réfugiés et déplacés et le prie d'intensifier ses efforts à cet égard tout en cherchant, autant que faire se peut, à maintenir l'identité culturelle et familiale des mineurs recueillis;

2. *Prie* le Haut Commissaire d'associer à l'action entreprise toutes les institutions spécialisées.

96<sup>e</sup> séance plénière  
15 décembre 1980

### 35/188. Protection des droits de l'homme au Chili

*L'Assemblée générale,*

*Consciente* de la responsabilité qui lui incombe de promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, et résolue à demeurer vigilante en ce qui concerne les violations des droits de l'homme où qu'elles se produisent,

*Notant* que les gouvernements ont l'obligation de protéger et de promouvoir les droits de l'homme et de s'acquitter des responsabilités qu'ils ont assumées en vertu de divers instruments internationaux,

*Rappelant* ses résolutions 31/124 du 16 décembre 1976, 32/118 du 16 décembre 1977, 33/175 du 20 décembre 1978 et 34/179 du 17 décembre 1979, relatives à la protection des droits de l'homme au Chili, et 33/173 du 20 décembre 1978, relative aux personnes disparues,

*Rappelant également* la résolution 11 (XXXV) de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1979<sup>111</sup>, concernant les violations des droits de l'homme au Chili, dans laquelle la Commission a notamment décidé de nommer un Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Chili,

*Déplorant* que les autorités chiliennes aient constamment refusé de coopérer avec le Rapporteur spécial nommé par la Commission des droits de l'homme,

*Regrettant* que, selon le rapport du Rapporteur spécial<sup>112</sup>, la situation des droits de l'homme au Chili ne se soit pas améliorée et qu'à certains égards elle se soit au contraire détériorée,

*Considérant* que l'absence de participation populaire à l'élaboration du projet de constitution et les restrictions imposées du fait de l'état d'urgence aux libertés de réunion, d'association, d'expression et d'information ne permettent pas de considérer le résultat du récent plébiscite comme une expression authentique de la volonté du peuple chilien,

*Notant avec une préoccupation croissante* que les autorités chiliennes continuent de ne pas tenir compte de l'appel répété que la communauté internationale leur a lancé dans les diverses résolutions de l'Assemblée générale et d'autres organes internationaux et qu'elles n'ont pas pris de mesures urgentes et efficaces en vue d'enquêter et de faire la lumière sur le sort des personnes disparues,

*Se déclarant profondément préoccupée* par le fait qu'on est toujours sans nouvelles de nombreuses personnes qui ont disparu, situation qui est une cause d'angoisse et souvent de difficultés matérielles pour leurs familles,

1. *Félicite* le Rapporteur spécial du rapport sur la situation des droits de l'homme au Chili qu'il a établi en application de la résolution 21 (XXXVI) de la

<sup>111</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1979, Supplément n° 6 (E/1979/36), chap. XXIV, sect. A.

<sup>112</sup> Voir A/35/522 et Corr.1.